



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Suisse-Sauver-la-transition-energetique-et>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez
vous > Revue de presse > **Suisse : Sauver la transition énergétique et économique**

9 février 2015

Suisse : Sauver la transition énergétique et économique

Source : *l'Hebdo* (9/2/2015)

<https://www.hebdo.ch/les-blogs/longet-rené-la-suisse-et-le-monde/sauver-la-transition-énergétique-et-économique>

Sauver la transition énergétique et économique

René Longet

Demande de moratoire de 3 ans sur la Stratégie énergétique 2050 - le temps que celle qui la porte et divise de ce fait le camp « bourgeois » s'en aille. Feu sur la stratégie de promotion de l'économie verte proposée par le Conseil fédéral, et en effet elle a bien failli capoter au Conseil des Etats.... Affirmant parler au nom de l'« économie » Economiesuisse fusille la transition vers l'économie verte.

Que se passe-t-il ?

En bientôt 30 ans, le concept de développement durable s'est affirmé, affiné, précisé, à travers une série impressionnante de conférences internationales et de sommets mondiaux. Dans tous les métiers, de la finance au tourisme, du bâtiment à l'agriculture, on sait comment répondre aux défis d'un développement durable. Les appels enflammés des leaders politiques mais aussi économiques à s'unir pour sauver la planète se succèdent. Le Plan d'action du Sommet mondial du développement durable de Johannesburg exigeait en 2002 un « changement radical des modes de produire et de consommer ». Les scénarios sont prêts. La voiture à 2 litres au cent existe, la maison « positive », productrice en énergie, aussi, tout comme les techniques agro-écologiques restituant aux régions leur autonomie alimentaire.

Si un des pays les plus riches du monde recule devant l'effet de sa richesse, l'appréciation de sa monnaie pour refuser toute innovation, que penser des pays moins bien lotis ? Si la Suisse n'y arrive pas, aucun pays du monde n'y arrivera. Si un mot est constamment utilisé par les milieux économiques, c'est bien celui d'innovation et de créativité ; ici on est dans l'exact contraire de la frilosité et du repli sur soi, et les beaux discours sonnent bien creux.

Il faut toutefois reconnaître que dans le monde réel, il peut y avoir un vrai écart entre ce qu'on peut appeler les « fins de mois » de la Planète, soit ce qui serait « rentable » dans la perspective du bien commun de l'humanité, et les « fins de mois » des entreprises et des individus. Ce qu'il faudrait faire, ce que nous savons désormais faire, peut très bien ne pas être rentable sur le marché. Le problème est là. Il faut le reconnaître, et vouloir le résoudre, au lieu de reculer lâchement devant l'obstacle.

Dans le domaine de l'énergie, par exemple, dans l'euphorie de la libéralisation de la fin de la décennie 1990, on a transformé nos bons vieux producteurs et distributeurs d'énergie en sociétés anonymes priées de faire de l'argent sur le marché européen. Aujourd'hui ils sont tous en posture très délicate, ayant déjà accumulé pour une dizaine de milliards de pertes de valeurs au bilan ; nos barrages eux-mêmes, fierté de notre pays depuis un siècle et base de notre approvisionnement en énergie renouvelable, ne sont plus rentables ! Et on veut accélérer la course à l'abîme, en offrant au consommateur final le choix de son fournisseur et en l'incitant à acheter moins cher (par exemple EDF dont l'essentiel de la production est nucléaire) !

Pourquoi en est-on là ? Tout simplement parce que **les centrales nucléaires et au charbon**, fort nombreuses en Europe, **ne paient pas leurs vrais coûts**. Si le nucléaire avait dû s'assurer pour ses risques sur le marché de l'assurance, au lieu que ce risque, dès qu'il est d'une certaine ampleur, soit pris en charge par le contribuable, il n'y aurait jamais eu de nucléaire. Si le courant nucléaire devait payer ses vrais coûts, comme heureusement il commence à le faire en Suisse à travers les fonds de **démantèlement et de gestion des déchets**, il pourrait être plus cher que le solaire ou l'éolien. Si le charbon devait payer **les coûts du changement climatique et de la pollution de l'air**, il serait bien moins compétitif. C'est ce qu'on appelle les **externalités : des coûts reportés sur autrui**.

Les prix de ces énergies sont dès lors artificiellement bas, car on laisse aux générations suivantes le soin de payer la facture, et la compétition est gravement faussée. L'économie en profite, certes, mais à quel coût pour la collectivité et les générations futures ? Economiesuisse, en occultant le vrai coût des choses, propage une vision complètement tronquée de la réalité économique, où les intérêts du court terme viennent étouffer toute perspective à long terme. Seule la vérité des coûts est admissible, tout le reste n'est que tromperie, et plus vite on l'introduit, plus vite on arrivera à minimiser les dégâts. Seule une hausse des prix des énergies non renouvelables peut conduire à la transition que l'on souhaite.

Une hausse des prix de l'énergie a deux grands avantages. D'une part, elle rendra obsolètes les subventions aux énergies renouvelables, distorsion aujourd'hui nécessaire pour compenser la distorsion de base qu'est la non-prise en compte des externalités dans le prix de l'énergie. D'autre part elle rend rentables les économies d'énergie. A ce jour, on a fait des efforts, mais trop mollement, sans vraie implication : un peu d'isolation dans les

bâtiments existants, une meilleure utilisation des transports publics (mode de transport bien moins énergivores par unité transportée) ; la rénovation énergétique du parc immobilier est encore largement devant nous. La chute du prix du pétrole (en fait, son prix en dents de scie) ne facilite pas les calculs de retour sur investissement...

Il faut donc oser postuler, alors que les effets du franc fort sont réels, une hausse du prix des énergies non renouvelables. Mais l'astuce est bien celle-ci : compenser cette hausse des prix par une réduction des besoins. Le but d'une taxe sur le fossile et le fissile est de ne pas la payer ! Et c'est bien cela le problème avec la proposition qui nous est soumise pour la prochaine votation fédérale : en remplaçant la TVA par une taxe sur l'énergie, on rend la collectivité dépendante d'un fort niveau de consommation d'énergie. La solution est bien une taxe d'incitation, indépendante des ménages publics. Payer plus, pour payer moins... Investir aujourd'hui pour avoir de quoi vivre demain. Cela devrait nous parler, non ?